

[Impressum]

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1096

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

PRIORITÉS

La question sociale

Plusieurs années durant, Wolf Linder a fait partie de l'équipe rédactionnelle de DP. Son éloignement géographique et ses tâches professionnelles ne lui permettent plus d'assumer cette responsabilité. A l'avenir nous publierons en traduction dans la rubrique «Forum» la contribution qu'il livre périodiquement au quotidien bernois «Der Bund». Le texte qui suit est paru le 12 septembre.

Wolf Linder

directeur du Centre de recherche de politique suisse de l'Université de Berne

C'est sans bruit, pour ainsi dire sans tonnerre et sans grêle, que l'été torride que nous avons connu cette année prit congé, avec une chute de température de 20 degrés, et fit place à une semaine humide et froide. On observe un phénomène semblable en économie: nous sommes entrés en récession presque imperceptiblement.

Lorsqu'il y a deux ans, la Suisse romande a dû faire face à un resserrement du marché de l'emploi et que des milliers de ménages modestes se sont retrouvés aux limites de la pauvreté à cause du renchérissement et des hausses de loyer, la Suisse alémanique a considéré cela plutôt comme une perturbation locale. Aujourd'hui la récession a gagné tout le pays. L'économiste genevois et conseiller national Peter Tschoop n'a pas craint de parler de la «crise la plus importante depuis les années trente» et il a qualifié la récession de «scandale pour la politique et l'économie». Un scandale? Il y a aujourd'hui près de 100 000 chômeurs, mais rares sont les médias et les politiciens qui semblent intéressés par ce thème. Même sans l'Espace économique, les hausses successives du taux hypothécaire nous rapprochent du niveau européen. Et cette ponction de plusieurs milliards est à peine mentionnée et ne fait pas l'objet d'un débat approfondi. Au nom de la lutte contre l'inflation, la Banque nationale contrôle sévèrement la masse monétaire comme à l'époque de la haute conjoncture. Mais savons-nous qui paie la facture? Alors que les bénéficiaires des banques explosent, l'Etat connaît des déficits croissants. Il semble bien qu'on ne veuille pas étaler le scandale dont parle Peter Tschoop.

Il y a vingt ans, la mise en cause du niveau de vie d'un si grand nombre de personnes et de groupes sociaux aurait provoqué de violentes réactions politiques. Lors de la récession du milieu des années septante,

la Confédération a rapidement libéré des crédits d'investissement pour une valeur de 5 milliards de francs afin d'assurer l'emploi. Aujourd'hui, la majorité politique ne veut rien savoir d'une telle mesure et d'autres interventions pour juguler la crise. Pourquoi? On est en droit de poser la question.

Des économistes nous disent qu'une politique économique de type keynésien — en cas de récession l'Etat doit stimuler le secteur privé — n'est guère efficace et qu'une politique conjoncturelle nationale n'est peut-être même plus possible. La politique n'influence que marginalement la croissance, l'emploi, l'inflation et les taux d'intérêt, et de plus de manière peu optimale. Et il y a des économistes pour estimer que cette «adaptation structurelle» est nécessaire. Mais l'évolution de l'idéologie dominante laisse aussi des traces: il est devenu difficile d'affronter les mots d'ordre de libéralisation, de déréglementation, de concurrence accrue et de limitation de l'activité étatique. Les arguments des locataires qui s'élèvent contre le processus actuel de redistribution des richesses et des organisations de salariés qui veulent défendre leurs acquis sociaux ne pèsent guère face à «l'efficacité du marché».

La Suisse n'est de loin pas le seul pays où l'opinion publique réagit moins qu'auparavant à la récession, au chômage et à la redistribution des revenus. En gagnant les dernières élections anglaises, John Major a démenti la théorie selon laquelle l'opposition triomphe lorsque le gouvernement peine face à l'inflation et au chômage. Des observateurs qui ne se contentent pas de sondages d'opinion accordent de bonnes chances de réélection à Georges Bush, quand bien même douze ans de réaganisme ont contribué à abaisser le niveau de vie de la majorité des Américains. Dans de nombreux pays industrialisés et riches, le chômage a remplacé la croissance et l'écart grandissant entre les revenus a mis à jour un nouveau niveau de pauvreté. Mais nulle part n'a surgi le parti des chômeurs ou des pauvres.

Il est possible, pour de multiples raisons, que l'espoir dans des mesures efficaces contre la crise soit déçu. Mais je pense que toutes ces raisons ne permettent pas d'accepter comme une fatalité une pauvreté durable, le chômage ou la progression des inégalités sociales. Le chômage de celui ou celle qui désire travailler est un scandale; la redistribution des revenus telle qu'elle se fait aujourd'hui menace la paix sociale. Une société économiquement duale et la démocratie sont pour moi incompatibles.

Si la question sociale se pose à nouveau, c'est précisément parce que la Suisse a besoin de plus de concurrence et qu'à l'avenir nous devrons probablement travailler plus durement pour un salaire diminué. Car la concurrence et le principe d'efficacité produisent des inégalités et des conflits sociaux. La tradition helvétique de l'équilibre social entre le capital et le travail a permis par le passé d'éviter ou d'atténuer les conflits sociaux, y compris dans les périodes difficiles. Les deux parties y ont trouvé des avantages et ont dû supporter des inconvénients, chacun y a probablement gagné.

La question européenne mobilise à juste titre l'agenda politique. Mais elle ne doit pas faire oublier la question sociale. Cette dernière, quel que soit le résultat de la votation au soir du 6 décembre prochain, constitue un défi politique que nous avons à régler nous-mêmes. Et elle mérite plus d'attention que nous ne lui en accordons aujourd'hui. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Secrétaire de rédaction:

Frances Trezevant Honegger (fth)

Ont également collaboré à ce numéro:

André Gavillet (ag)

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Wolf Linder

Abonnement: 75 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 – CCP: 10-15527-9

Composition et maquette:

Frances Trezevant Honegger, Pierre Imhof, Françoise Gavillet

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens